



Les services publics sont notre patrimoine commun.

Soutenons-les avec l'économie solidaire !

Une mise en danger des économies locales et du tissu social

La situation économique et sociale générale de notre pays se caractérise principalement par deux points particulièrement critiques. D'une part, l'augmentation importante de la dette de l'État, après 50 ans de déficit du budget de l'État. D'autre part, le délitement du lien social pouvant à terme mettre en danger notre démocratie. Si cette situation économique et financière appelle des initiatives permettant d'éviter l'entrée dans la spirale du surendettement, une politique de rigueur budgétaire ne saurait s'appliquer sans dégrader encore le tissu social.

Les services publics, par nature au service de la population, participent à la vie de la société. Ils sont indispensables au maintien d'un tissu social et économique vivant. Sans services publics, la société se meurt. Les exemples ne manquent pas : les villes et villages désertés par les services publics voient les commerces et les activités économiques locales péricliter. Leur population diminue, les écoles sont progressivement fermées et ces territoires finissent souvent par s'effondrer sur eux-mêmes.

Des politiques locales vertueuses à soutenir...

En Hauts-de-France, le programme « troisième révolution industrielle », les pactes SAT* et ERBM*, le Budget Citoyen du Pas-de-Calais...

contribuent à sortir notre région d'une désindustrialisation majeure, en misant sur l'innovation sociale et la transition écologique. Il y a un lien direct entre la transformation économique, sociale et écologique des territoires et la qualité des soins, de l'enseignement, de la mobilité des personnes... Les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'État soutiennent les territoires fragilisés dans leurs mutations, et il est impératif que cela se poursuive.

Toute fragilisation du budget des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'État portent ainsi en germe la diminution des ressources dédiées à la transformation économique, écologique et sociale des territoires. Réduire les investissements visant à doter les territoires de services publics de qualité et d'outils pour construire un avenir désirable contribuerait à l'abandon de nombreux citoyens, notamment en milieu rural.

Et des coopérations avec la société civile à fortifier

Réduire, comme annoncé dans le projet de Loi de Finance 2025, la capacité d'agir des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'État, c'est aussi limiter leur capacité à coopérer avec leurs écosystèmes territoriaux, au sein desquels nous retrouvons beaucoup d'acteurs de l'économie solidaire. Ceux-ci participent au quotidien à l'expérimentation et à l'émergence de nouvelles activités et de services visant à

améliorer la vie de nos concitoyens, les plus fragilisés en priorité.

Nous affirmons la pluralité de l'économie et son interdépendance avec le social et l'environnement. En ce sens, les acteurs de l'économie solidaire contribuent à l'intérêt général. Ils ont besoin de coopérer avec des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'État en bonne santé pour transformer avec eux les territoires.

Exprimez et diffusez votre soutien !

L'Apes, le réseau des acteurs pour une économie solidaire dans les Hauts-de-France, souhaite exprimer son soutien aux services publics parce qu'ils sont notre patrimoine commun à tous. Nous demandons à tous ceux qui souhaitent se joindre à nous d'utiliser le macaron ci-dessous dans leur communication.

** SAT : Sambre Avesnois Thiérache*

** ERBM : Engagement pour le renouveau du bassin minier*